



MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE

Règlement de la Consultation 2025-PNR-62

ETUDE POUR L'AMELIORATION DE LA GESTION DES APPROVISIONNEMENTS ET DES DECHETS DU REFUGE DE LA ROCHE ECRITE

Date limite de remise des offres

20 Janvier 2026 à 16 heures (heure locale)

Pouvoir adjudicateur	Parc National de la Réunion 258 Rue de la République 97431 LA PLAINE DES PALMISTES
Représentant du pouvoir adjudicateur	Le Directeur du Parc national de la Réunion Monsieur DELORME Jean-Philippe
Renseignement d'ordre administratif :	Secrétariat Général
Type de marché	Art R.2122-8-1

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET ET MODALITES GENERALES DE LA CONSULTATION	3
1.1	Objet de la consultation	3
1.2	Lieu d'exécution des prestations	3
1.3	Durée du marché	3
1.4	Délais d'exécution.....	3
ARTICLE 2	CONDITIONS ET CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	3
2.1	Mode de passation de la consultation	3
2.2	Décomposition du marché.....	4
2.3	Variantes.....	4
2.9	Délai de validité de l'offre.....	4
2.4	Modification de détail au présent dossier	4
2.5	Renseignements complémentaires.....	4
2.6	Cotraitance - Groupement d'opérateurs économiques.....	4
2.7	Sous-traitance	5
2.8	Compléments apportés aux documents de consultation	5
2.9	Conditions de financement et de paiement du marché	5
ARTICLE 3	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	5
3.1	Contenu du dossier de consultation	5
3.2	Accès au dossier de consultation	5
ARTICLE 4	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
4.1-	Documents relatifs à la candidature	6
4.2-	Documents relatifs à l'offre	7
ARTICLE 5	ANALYSE DES CANDIDATURES - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES – FACULTE DE NEGOCIATION 8	
5.1	Analyse des candidatures	8
5.2	Critères de jugement des offres	8
5.2.1	Critère n°1 : Valeur technique.....	9
5.2.2	Critère n°2 : Note de prix	9
5.2.3	Note.....	10
5.3	Demande de précisions et négociations	10
ARTICLE 6	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	10
6.1	Réponses électroniques	10
6.2	Présentation et contenu des réponses électroniques	10
ARTICLE 7	DISPOSITIONS PARTICULIERES	11

ARTICLE 1 OBJET ET MODALITES GENERALES DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude permettant d'améliorer la gestion des approvisionnements et des déchets du refuge de la Roche Écrite dans une logique de réduction des impacts sur l'habitat du tuit-tuit par la limitation du recours à l'hélicoptère.

Le présent marché est scindé en trois phases :

- **Phase 1 : Etat des lieux de la gestion des approvisionnements et des déchets**
- **Phase 2 : Scénarios de réduction et/ou d'optimisation des flux**
- **Phase 3 : Plan d'action opérationnel**

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les annexes du présent marché détaillent le contenu de ces prestations.

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées à la fois dans les locaux du prestataire et sur le terrain, notamment :

- au niveau de la rivière des Galets, principal point d'accès logistique pour les flux d'approvisionnement et de gestion des déchets ;
- ainsi qu'au refuge de la Roche Écrite, afin d'observer in situ les pratiques de gestion mises en œuvre.

1.3 Durée du marché

Le présent marché entrera en vigueur à compter de sa notification pour une durée d'un an.

1.4 Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations court à compter de sa notification et se décompose ainsi :

- Pour la phase 1 : le délai d'exécution est de 10 semaines à compter de la notification du marché.
- Pour la phase 2 : le délai d'exécution est de 4 semaines à compter de la notification de l'Ordre de Service.
- Pour la phase 3 : le délai d'exécution est de 4 semaines à compter de la notification de l'Ordre de Service.

Les phases 2 et 3 seront, obligatoirement, déclenchées par Ordre de Service une fois les autres phases validées par le Comité de pilotage.

ARTICLE 2 CONDITIONS ET CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de passation de la consultation

Le marché est passé conformément aux dispositions de l'article R.2122-8-1 du code de la commande publique. Le marché public répond à un besoin d'une valeur estimée inférieure à 40 000 euros HT.

2.2 Décomposition du marché

Conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et L.2113-11, le présent marché n'est pas alloti. En effet, l'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 Délai de validité de l'offre

Le délai de validité de l'offre est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours. Il court à compter de la date limite de remise des offres. En cas de négociation, ce délai s'applique à la date de remise des offres finales.

2.5 Modification de détail au présent dossier

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier.

Si la date de remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Renseignements complémentaires

Le Pouvoir adjudicateur peut fournir, uniquement sur demande adressée via PLACE, des renseignements complémentaires ayant strictement pour but d'explicitier soit les conditions de la consultation soit la nature du marché et des prestations qui y sont rattachées.

Les demandes de renseignements doivent être envoyées AU PLUS TARD 7 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, soit le 13 janvier 2026 à 15h00 (heure locale).

Les réponses seront envoyées via PLACE. Aucun renseignement ne sera fourni par un autre biais.

La responsabilité du Parc National de la Réunion ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse électronique erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier sur le profil d'acheteur du Parc ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

2.7 Cotraitance - Groupement d'opérateurs économiques

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les soumissionnaires peuvent se présenter individuellement ou sous la forme d'un groupement momentané d'opérateurs économiques conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la Commande Publique.

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

Les soumissionnaires sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de soumissionnaire individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- Un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs offres en qualité de mandataire d'un groupement et de soumissionnaire individuel.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier la forme du groupement en cours de procédure.

L'appréciation des capacités des groupements d'entreprises est globale.

2.8 Sous-traitance

Le Titulaire qui souhaite recourir à un sous-traitant pour la réalisation d'une partie des prestations objet du marché doit demander au Pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, en précisant notamment la nature des prestations sous-traitées, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à lui payer directement, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Dans le cas où les soumissionnaires entendent s'appuyer sur la capacité économique et financière ou sur les capacités techniques et professionnelles du sous-traitant, la déclaration mentionne ses capacités dans un acte spécial de sous traitance nommé « **DC4** ».

L'appréciation des capacités des soumissionnaires prend en compte les capacités des sous-traitants proposés à condition que la preuve soit apportée de leur engagement effectif pour la réalisation des prestations.

Pour rappel, **la sous-traitance totale est interdite.**

2.9 Compléments apportés aux documents de consultation

Les soumissionnaires n'ont pas à apporter de modifications aux documents de consultation.

Dans le cas de modifications de spécifications techniques ou réglementaires résultant des textes nouveaux parus depuis l'élaboration des documents de consultation, ou en cas d'erreur constatée, le soumissionnaire doit le spécifier sur un document annexe.

2.10 Conditions de financement et de paiement du marché

Le présent marché est financé à partir des financements accordés au Parc National dans le cadre de la Stratégie Nationale Biodiversité 2030.

ARTICLE 3 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises se compose des pièces suivantes :

- Pièce n°0 : Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Pièce n°1 : L'acte d'engagement ;
- Pièce n°2 : La Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Pièce n°3 : Le Cahier des Charges Administratives particulières (CCAP) ;
- Pièce n°4 : Le Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP) ;
- Pièce n°5 : La Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- Pièce n°6-A : Le formulaire DC1
- Pièce n°6-B : Le formulaire DC2

3.2 Accès au dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible en téléchargement sur le site PLACE marchés publics.

En effet, en cas de modification du dossier en cours de consultation, ou pour communiquer de manière certaine une information à toutes les entreprises ayant retirées un dossier, ou pour transmettre les réponses aux questions posées par un opérateur, il est nécessaire que les candidats s'identifient au préalable de l'accès au dossier.

ARTICLE 4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'enveloppe remise par les candidats devra contenir les documents listés ci-dessous :

4.1-Documents relatifs à la candidature

- La **lettre de candidature** (DC1 fourni en annexe du Dossier de Consultation des Entreprises), accompagnée du pouvoir de la personne pouvant engager la société ;
- La **déclaration du candidat** (DC2 fourni en annexe du Dossier de Consultation des Entreprises); Une **attestation d'assurance civile et professionnelle** en cours de validité ;
- Une **déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusions mentionnés dans le code de la commande publique**, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies dans le code du travail.
- Si le candidat souhaite recourir à de la sous-traitance pour une partie des prestations concernées par le marché, une déclaration portant sur la nature des prestations sous-traitées, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à lui payer directement, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et le cas échéant, les modalités de variation des prix. Le **formulaire DC4** peut être utilisé à cet effet (fourni en annexe du Dossier de Consultation des Entreprises).
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du (des) jugement(s) prononcé(s).
- Une **déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objets du marché**, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Une **présentation de l'entreprise et des moyens humains** qui seront dédiés au présent marché.

Le candidat devra démontrer des compétences techniques et professionnelles adaptées à la nature du présent marché. Les niveaux de capacité suivants ne constituent pas des exigences obligatoires, mais seront considérés comme des atouts importants dans l'analyse de la valeur technique de l'offre :

- Expérience dans la conduite d'études en milieu isolé (zones de montagne, sites naturels protégés, etc.) de préférence en milieu insulaire ;
- Expérience en gestion de projet et coordination pluridisciplinaire
- Expérience dans la gestion des déchets et/ou économie circulaire en lien avec des structures touristiques

La possession d'expériences ou de références similaires constitueront un élément d'appréciation favorable lors de l'évaluation des offres.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat peut, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3, présenter sa candidature sous la forme du document unique de marche européen (DUME) obligatoirement rédigé en français, conformément à l'article R2143-4.

4.2- Documents relatifs à l'offre

Les candidats auront à produire :

- **L'acte d'engagement**, complété, daté et revêtu de la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise.
- **La DPGF**, complété et revêtu de la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- **Un mémoire technique**, limité à 10 pages maximum, décrivant la méthodologie proposée pour mener à bien la mission et comprenant en particulier les éléments suivants :

1) Appréhension du projet :

Cette partie détaillera notamment la perception de l'étude et la compréhension des enjeux. Il s'agit d'exposer sommairement mais de manière argumentée la perception du projet dans son contexte et son environnement, au vu des contraintes et des potentialités du site, et de fournir une approche personnelle voire critique du projet.

2) La méthodologie envisagée :

Méthodologie d'intervention (approche de l'organisation du travail, coordination, procédures et outils de suivi, planification des interventions, respect des délais...). Il s'agit de décrire la démarche et les procédures que l'équipe envisage de mettre en place pour mener à bien l'étude en réponse aux spécificités du projet et aux attentes du Maître d'Ouvrage, et ce dans le respect des contraintes budgétaires et des délais prédéfinis.

Les délais d'intervention par phase d'études seront précisés et argumentés. Un planning détaillé de la mission pourra être fourni en illustration.

Méthodologie pour assurer une communication régulière et efficace avec le Maître d'Ouvrage (points d'avancement, validation des livrables intermédiaires, restitution finale) ; organiser les échanges et réunions techniques avec les partenaires concernés et notamment le gardien du refuge de la Plaine des Chicots ; garantir la traçabilité des échanges (comptes rendus, tableaux de suivi, outils collaboratifs) ; et démontrer la disponibilité, la réactivité et la capacité d'écoute de l'équipe projet.

3) Les moyens humains affectés :

- Description des moyens humains (composition de l'équipe de projet, compétences en conception et suivi de réalisations similaires, connaissance du contexte local, motivation, esprit d'innovation...). Le niveau de compétence et d'expertise des différents intervenants sera précisé (le nombre de personnes, leurs titres d'études, qualifications, fonctions, expériences) ainsi que leur engagement et leur motivation à s'investir sur le projet. Le candidat devra notamment désigner le chef de projet de l'étude. Les CV (ou justificatifs équivalents) du chef de projet et des principaux cadres intervenant dans l'équipe de projet seront fournis en annexe.
- Organisation de l'équipe (aptitudes du chef de projet au management d'équipes pluridisciplinaires, rôle des différents intervenants et complémentarité...). Le fonctionnement interne de l'équipe de projet et le rôle précis de chacun des membres sera détaillé ainsi que l'organisation de l'équipe sélectionnée pour cette mission. La complémentarité des intervenants et leur adéquation avec le projet seront explicitées en fournissant tous les éléments justificatifs nécessaires. Un organigramme de l'équipe pourra être fourni en illustration.
- La décomposition des temps passés par éléments de mission et par intervenant

(Hors illustrations, annexes, CV des intervenants ...).

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le mémoire technique constitue l'un des éléments de jugement des offres. Ce document deviendra contractuel. Il ne s'agit donc pas d'un simple document d'information générale sur l'entreprise.

Faute d'avoir remis la totalité de ces documents, l'offre pourra être considérée comme irrégulière et ne sera pas analysée.

ARTICLE 5 ANALYSE DES CANDIDATURES - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES – FACULTE DE NEGOCIATION

5.1 Analyse des candidatures

Conformément à l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique, le POUVOIR ADJUDICATEUR se réserve la possibilité de demander aux candidats de produire ou compléter les pièces manquantes ou incomplètes de leur dossier de candidature.

Chaque candidat disposera d'un délai identique pour compléter sa candidature. À défaut de produire les éléments de candidature demandés, la candidature sera rejetée.

Conformément aux articles L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique, le POUVOIR ADJUDICATEUR peut exclure de la procédure de passation un candidat qui, au cours des trois années précédentes, a dû verser des dommages et intérêts, a été sanctionné par une résiliation ou a fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur avec le POUVOIR ADJUDICATEUR ou avec l'une des sociétés du groupe auquel il appartient.

Pour tout candidat qui serait concerné par les exclusions visées à l'alinéa ci-dessus, la candidature doit obligatoirement être complétée par un courrier détaillant les mesures correctrices mises en place pour supprimer les problématiques rencontrées. A défaut de fournir ce courrier au moment de la candidature, ou sur demande du POUVOIR ADJUDICATEUR lors de l'analyse, et en cas d'éléments produits non satisfaisants, la candidature pourra être écartée.

Lorsque plusieurs candidats présentent un lien hiérarchique, d'actionnariat ou capitalistique, ceux-ci doivent dès le dépôt de leur candidature, en informer le POUVOIR ADJUDICATEUR et justifier par tout moyen de l'autonomie existant entre ces entités.

Conformément aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande Publique, le candidat est par ailleurs tenu d'informer le POUVOIR ADJUDICATEUR, pendant tout le déroulement de la consultation, de l'ouverture à son encontre d'une procédure collective, ou de son évolution si cette procédure collective est déclarée au moment de la remise de l'enveloppe.

Conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique, le POUVOIR ADJUDICATEUR pourra décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Au regard des renseignements produits dans le dossier de candidature, seront éliminées les candidatures qui ne présentent pas les éléments requis ci-dessous :

1 – Les renseignements administratifs : Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique ou qui ne produisent pas les pièces visées à l'article 6.1 du présent règlement de la consultation.

2 – Les capacités financières, professionnelles et techniques en fonction de l'examen des données financières, techniques et professionnelles demandées par le POUVOIR ADJUDICATEUR.

5.2 Critères de jugement des offres

Les candidats ayant déposé une offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable, au sens des articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la Commande Publique, sont éliminés. Toutefois, le POUVOIR ADJUDICATEUR se réserve le droit de demander à tous les soumissionnaires concernés de régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié dans les conditions des articles précités, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

En application des articles R2152-6 à R2152-12 du Code de la Commande Publique, les offres sont classées par ordre décroissant en application des critères d'attribution.

Pour attribuer le marché au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le POUVOIR ADJUDICATEUR se fonde sur les critères pondérés définis ci-dessous (note globale sur 100 points) :

Rang	Critère de jugement des offres	Pondération
1	La valeur technique de l'offre	60%
2	Le prix des prestations	40%

5.2.1 Critère n°1 : Valeur technique

La valeur technique de l'offre, notée sur 100 sera appréciée au regard de la note méthodologique d'après les éléments suivants :

Désignation	Point
Elément d'appréciation 1 : Appréhension & Méthodologie	
Note d'appréhension du projet	40
Méthodologie envisagée pour le déroulement de chaque élément de mission	25
Elément d'appréciation 2 : Moyens humain affectés au projet	
Organigramme de l'équipe de projet, nombre de personnes, titres d'études, qualifications, fonctions, expériences (CV ou équivalent)	/20 pts
Les références liées aux prestations similaires exécutées par le candidat.	/10 pts
Décomposition des temps passés par élément de mission et par intervenant	/05 pts

5.2.2 Critère n°2 : Note de prix

Le montant de l'offre financière proposée noté sur 100 points et décomposé comme suit :

Le prix le moins disant, à condition de ne pas être anormalement bas, obtient la note maximale (100), les notes des autres offres sont déterminées selon la formule suivante :

$NC = (mP/Pc) \times 100$

- Nc = note du candidat
- Pc = montant HT du candidat
- Mp = montant HT de l'offre la moins élevée après élimination des offres anormalement basses

5.2.3 Note

Une note finale sera attribuée à chaque candidat retenu après la prise en compte des coefficients de pondération selon la formule suivante :

$\begin{aligned} \text{NOTE FINALE} = \\ 0.60 \times (\text{la note attribuée au critère « Valeur Technique »}) \\ + \\ 0.40 \times (\text{la note attribuée au critère « Prix »}) \end{aligned}$

Dans le cas d'offres jugées équivalentes, le critère N°1 (Valeur technique) départagera les offres.

5.3 Demande de précisions et négociations

A l'issue d'un premier examen des offres, le Parc National de la Réunion se réserve la possibilité de :

- Demander des précisions complémentaires sur la teneur des offres en cas de nécessité,
- Éventuellement attribuer le marché sans négociation,
- Négocier l'offre avec les trois candidats ayant obtenu le plus de points au regard des critères susvisés après une première analyse des offres. La négociation aura lieu soit par écrit à travers la plateforme (PLACE), en visio-conférence ou en présentiel. Dans ce dernier cas, la date et l'heure de l'entretien sont communiquées aux candidats au plus tard 5 jours ouvrés avant l'entretien. A l'issue, les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre qui sera de nouveau analysée au regard des critères indiqués ci-dessus.

La notation finale et le choix de l'attributaire tiennent compte de ces éventuels ajustements.

ARTICLE 6 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

6.1 Réponses électroniques

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, les candidats doivent transmettre leur dossier d'offre par voie électronique selon les modalités pratiques de transmission décrites au présent article.

Le dépôt du dossier par voie électronique se fait sur le profil d'acheteur du Parc National de la Réunion conformément à ses conditions d'utilisation, accessible sur le site PLACE marchés publics avant la date limite de remise des offres.

6.2 Présentation et contenu des réponses électroniques

Les dossiers doivent contenir la totalité des pièces mentionnées à l'article 4 du présent règlement.

Le dépôt des offres donnera lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

En cas d'envoi électronique sur le profil acheteur, les pièces exigées doivent être déposées dans le répertoire prévu à cet effet.

Dans le cas où le dossier électronique d'un candidat contient un programme malveillant, le Pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde si elle existe (cf. modalités ci-après) et gardera une trace du programme informatique malveillant.

Si plusieurs plis électroniques sont successivement transmis par un même candidat, seul est ouvert le dernier pli reçu par le Pouvoir adjudicateur dans le délai imparti. Le pli rejeté est effacé des fichiers par le Pouvoir adjudicateur sans avoir été lu.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que les fichiers transmis ayant pour extension « .exe » ne seront pas acceptés dans le cadre de la présente consultation.

A l'appui de l'envoi électronique de son offre, le candidat a la faculté de transmettre au Pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde sur clé USB dans les délais impartis pour la remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « COPIE DE SAUVEGARDE – 2025_PNR_62 « Etude pour l'amélioration de la gestion des approvisionnements et des déchets du refuge de la Roche Ecrite » – A NE PAS OUVRIR».

Le pli devra être remis à l'adresse suivante :

**Parc National de la Réunion
258 rue de la République
97431 La Plaine des Palmistes**

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants : lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis ; dans le cas où le dossier d'un candidat contient un programme informatique malveillant.

N.B. : Aucune offre « papier » ne sera acceptée.

Note importante :

1. Transmission des offres

Seules les offres remises sur le séquestre de la plateforme seront recevables.

L'usage de la messagerie est donc exclu : en cas de remise d'offres par messagerie électronique, les offres ne seront pas acceptées.

2. Précautions à prendre

Il est fortement conseillé aux candidats de remettre leur offre sur la plateforme au minimum 24 heures avant la date limite de remise des plis pour éviter tout retard consécutif aux aléas de transmission électronique qui pourrait en résulter.

En effet, la transmission de documents volumineux et le téléchargement des pièces peuvent nécessiter plusieurs heures ainsi que des mises à jour importantes. Les candidats ne pourront donc pas se prévaloir de tout dysfonctionnement électronique en cas de remise tardive de la candidature.

Toute offre enregistrée sur la plateforme après la date et l'heure limite fixée dans le présent règlement de consultation ne sera pas ouverte.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS PARTICULIERES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la présente consultation.

Le candidat est informé qu'il ne pourra prétendre à aucune prime pour avoir participé à la présente consultation, ni aucune indemnité.

Le candidat ne pourra élever aucune réclamation, et cela même si la mise au point de son offre a nécessité la réalisation d'études complémentaires.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve par ailleurs la faculté de résilier de plein droit le marché aux torts exclusifs du titulaire, en cas d'inexactitude des renseignements fournis.